

## La Méditerranée orientale durant la Grande Guerre, nouvel enjeu entre la France et la Grande-Bretagne

Julie d'Andurain

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5440>

ISSN : 1773-0201

### Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

### Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2010

Pagination : 25-44

ISBN : 2-914561-53-2

ISSN : 0395-9317

### Référence électronique

Julie d'Andurain, « La Méditerranée orientale durant la Grande Guerre, nouvel enjeu entre la France et la Grande-Bretagne », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 81 | 2010, mis en ligne le 15 juin 2011, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/5440>

---

## La Méditerranée orientale durant la Grande Guerre, nouvel enjeu entre la France et la Grande-Bretagne

Julie D'ANDURAIN

Prélude méditerranéen à la « deuxième guerre de Cent Ans » (1714-1815), l'installation des Anglais en 1704 à Gibraltar transforme bientôt la Méditerranée en un lac britannique, situation à laquelle tente de remédier pour partie l'expédition de Bonaparte en Égypte à la fin du siècle (1798). Mais l'intérêt renouvelé des deux grandes puissances pour cette mer située au sud de l'Europe tient surtout à l'ouverture de la « question d'Orient » en 1774, signe à la fois du début du déclin de l'Empire ottoman et de l'irruption des puissances occidentales dans sa vie politique. Tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, fortes de leur maîtrise de la mer et des échanges commerciaux, convaincues de faire face à « l'homme malade de l'Europe », les deux puissances prennent position en Méditerranée, se partageant le Maghreb et déjà une partie du Proche-Orient sous forme de zones d'influence fondées sur les appartenances religieuses. Deux événements renforcent tout à coup leur rivalité en Méditerranée : l'ouverture du canal de Suez en 1869 et la défaite française face aux Prussiens en 1870. Avec le premier, les Britanniques découvrent soudainement sa valeur pour leur empire ; avec le second, la France se trouve obligée de se tourner vers un destin méditerranéen afin d'effacer l'humiliation de Sedan. Durant les dix dernières années du siècle, Anglais et Français rivalisent activement autour de la question de l'Égypte et du canal de Suez jusqu'à ce que l'affaire de Fachoda les pousse à trouver un *statu quo* sur le partage de la Méditerranée. L'Entente cordiale d'avril 1904 met un terme provisoire à la rivalité anglo-française.

L'entrée de l'Empire ottoman dans la guerre aux côtés des puissances centrales en 1914 modifie le fragile équilibre de 1904. Elle fait peser, en effet, de fortes menaces sur le canal de Suez et l'ensemble de la Méditerranée orientale et entraîne bientôt l'idée d'ouverture d'un front périphérique dans la région des Dardanelles. Un plan est hâtivement conçu en Angleterre entre la fin 1914 et le début de l'année 1915. Mais, alors qu'en vertu d'accords conclus au début de la guerre, la marine française est censée avoir la direction des opérations en Méditerranée, elle se voit bientôt doublée de façon effective par la puissante Amirauté britannique. À terre, sur la presqu'île de Gallipoli, sous les bombardements turcs, les Français se voient rapidement relégués au rôle de brillants seconds face aux soldats britanniques. Comment et dans quelles circonstances les Français et les Anglais, alliés dans la

guerre face à l'Allemagne et la Turquie, deviennent-ils rivaux en Méditerranée orientale sur fond de disparition programmée de l'Empire ottoman ? Comment se manifeste cette rivalité entre troupes alliées ?

La Méditerranée orientale étant déjà redevenue un sujet d'intérêt du côté des Français moins de dix ans après la signature de l'Entente cordiale, l'opération des Dardanelles cristallise des menaces antérieures et ravive les rivalités franco-anglaises en Méditerranée, au point de dessiner, déjà, les frontières de l'après-guerre.

## Les enjeux d'avant-guerre

### *De l'anglophobie à l'Entente cordiale*

Entrepris lors du passage de Bonaparte en Égypte, le projet de liaison des deux mers – Méditerranée et mer Rouge – se met en place au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle sous l'égide de Ferdinand de Lesseps et des saint-simoniens. Débutés en 1859, les travaux s'achèvent dix ans plus tard donnant naissance au canal de Suez, l'une des plus grandes voies maritimes du monde. Événement d'une portée considérable, son inauguration, le 17 novembre 1869, entraîne un « bouleversement du transport maritime »<sup>1</sup> en raccourcissant de moitié le trajet entre l'Europe et les Indes. L'ouverture de cette voie à laquelle l'Angleterre s'était initialement opposée l'amène à réviser progressivement sa politique impériale<sup>2</sup>. En novembre 1875, alors même que le canal ne constitue pas encore une bonne affaire, et profitant de la banqueroute du khédivé, Londres rachète les parts d'Ismail, soit 44 % des actions. Ce faisant, la politique britannique s'introduit dans l'administration jusqu'alors franco-égyptienne du canal et obtient un droit de regard sur les affaires de l'Égypte. Le contrôle financier à parité avec la France – le condominium – se consolide l'année suivante avec la création de la caisse de la dette publique. Mais l'Angleterre ne se contente pas d'une implantation localisée. Elle montre très vite des ambitions plus vastes. En 1878, à l'issue de la conférence de Berlin, forte du soutien de l'Empire ottoman, elle assure la pérennité de son installation en Méditerranée orientale par l'annexion de Chypre. Enfin, saisissant toutes les opportunités offertes par les hésitations des parlementaires français influencés par Clemenceau<sup>3</sup>, elle finit par s'établir en Égypte au grand dam des gambettistes<sup>4</sup>. En quelques mois, l'Angleterre peut ainsi mettre fin au condominium franco-britannique (juillet 1882), débarquer en Égypte pour couper court à la révolte

1. Caroline Piquet, *Histoire du canal de Suez*, Paris, Perrin, 2009, p. 100 sq.

2. Charles-André Julien, *Histoire de l'Afrique blanche*, Paris, PUF, 1966, p. 107.

3. Clémenceau s'est exclamé avant le vote du 20 juillet 1882 : « intervenir est une imprudence [...] nos forces sont déjà dispersées à Tunis ; n'allons pas tirer les marrons du feu pour l'Angleterre ». Charles de Freycinet, *Souvenirs*, Paris, Delagrave, 1913 (vol. 2, Chapitre VII, La question d'Égypte) et Alexandre Zévaès, *Histoire de la Troisième République*, Paris, Éditions Georges-Anquetil, 1926, p. 215.

4. Charles-Robert Ageron, « Gambetta et la reprise de l'expansion coloniale », *Revue française d'Histoire d'Outre-Mer*, tome LIX, n° 215, 2<sup>e</sup> trimestre 1972, p. 165-204.

nationaliste d'Urabi pacha (septembre 1882) et assurer sa prééminence en Égypte (juin 1883). Cette installation *manu militari* ne va pas sans poser de problèmes. Tandis que toutes les puissances cherchent à se garantir un accès libre et sans entraves au canal par la convention de Constantinople du 29 octobre 1888 assurant qu'il « sera toujours libre et ouvert, en temps de guerre comme en temps de paix, à tout navire de commerce ou de guerre, sans distinction de pavillon »<sup>5</sup>, les Français renouent pourtant avec un très fort sentiment d'anglophobie.

Une série d'efforts menés conjointement par le gouvernement français et les associations coloniales naissantes<sup>6</sup> ont déjà été entrepris afin de contrecarrer les ambitions britanniques dans la région. Le Comité de l'Égypte a été créé en 1895 dans le but de mettre en place une campagne d'opinion en faveur d'une Égypte française. Son secrétaire général Henri Pensa et le ministre des Colonies Gabriel Hanotaux en sont les principaux instigateurs<sup>7</sup>. Parfaitement conscients de l'irritabilité française sur les questions impériales, les Anglais s'empressent de proposer dès 1896 un règlement sur les « petits litiges africains »<sup>8</sup>. Portant essentiellement sur la question du Borgou, les discussions aboutissent à la convention du 14 juin 1898 sur la frontière dite de Say-Barroua. Mais, dans le même temps, en novembre 1895 et en dépit des avertissements formels de l'Angleterre, les Français prennent l'initiative d'envoyer une mission sur le Haut-Nil. Le capitaine Marchand<sup>9</sup> reçoit la mission d'étendre l'action française vers le Congo et à Djibouti. Secrètement, elle est doublée d'un second volet : il doit prendre des gages sur le Nil afin d'amener les Anglais à « rouvrir la question d'Égypte ». L'expédition quitte la France en 1896, atteint le Bahr el-Ghazal l'année suivante et arrive dans la localité de Fachoda en juillet 1898. La crise de Fachoda (septembre-novembre 1898) entraîne en France une violente campagne de presse contre la « perfide Albion ». Au terme de tractations très longues, le gouvernement français donne l'ordre au capitaine Marchand d'évacuer le petit poste britannique. Dès lors, prenant à contre-pied la politique de son prédécesseur, Théophile Delcassé, nouveau ministre des Colonies, s'achemine vers l'Entente cordiale avec l'Angleterre<sup>10</sup>. Le partage d'avril 1904 constitue véritablement un *statu quo* en même temps qu'un « troc » entre les deux plus grands empires occidentaux du xx<sup>e</sup> siècle. Français et Anglais s'entendent durablement sur leurs positions respectives en Méditerranée : les uns obtiennent

5. Juliette Adam, *L'Angleterre en Égypte*, Paris, Imprimerie du centre, 1922, p. 28.

6. Alliance française en juillet 1883, École coloniale en 1889, Comité de l'Afrique française en 1890, formation d'un groupe colonial à la Chambre des députés ou « parti colonial » en 1892, Union coloniale en 1893...

7. C. M. Andrew et A. S. Kanya-Forstner, P. Grupp, « Le mouvement colonial français et ses principales personnalités (1890-1914) », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 1975, p. 644-673 et C. M. Andrew et A. S. Kanya-Forstner, « Gabriel Hanotaux, the Colonial Party and the Fashoda Strategy », *Journal of Imperial and Commonwealth History*, 1975, p. 55-104.

8. Expression attribuée à Salisbury. Jean Ganiage, *L'Expansion coloniale de la France sous la III<sup>e</sup> République*, Paris, Payot, 1968, p. 180-183.

9. Marc Michel, *La Mission Marchand, 1895-1899*, Paris, EHESS, 1972 ; Docteur Emily, *Fachoda, mission Marchand, 1896-1899*, Paris, Hachette, 1935.

10. C. M. Andrew, *Théophile Delcassé and the making of the Entente cordiale. A reappraisal of French foreign policy 1898-1905*, Londres, Macmillan, 1968.

la prééminence en Égypte avec l'obligation de préserver le canal de Suez tandis que les autres se voient accorder le droit de s'installer au Maroc. Construite sur une hostilité commune à l'Allemagne, l'Entente cordiale vise surtout à éviter le déclenchement de passions nationalistes et bellicistes telles que la France et l'Angleterre les avaient connues au moment de la crise de Fachoda en 1898, et à se protéger des ambitions allemandes dans l'Atlantique et en Anatolie<sup>11</sup>. Enfin, l'accord assure le prestige des deux grandes puissances. Ainsi, à partir du tournant du siècle, la France coloniale déplace massivement son centre d'intérêt vers le Maroc et l'ouest de la Méditerranée. Pour autant, l'Orient n'est pas oublié.

*Le « Levant » comme expression de l'impérialisme français en Orient*

Dans un article convaincant, Vincent Cloarec avait montré comment, à partir de 1900, l'apparition du néologisme « Levant » témoigne de l'irruption d'une nouvelle forme d'impérialisme français dont l'élément déterminant, voire moteur, est le contexte laïcisant de la France du début du xx<sup>e</sup> siècle<sup>12</sup>. Etienne Lamy, écrivain catholique et député républicain, décrit la « France du Levant » comme une France ancestrale datant des croisades, une France chrétienne ayant à lutter désormais contre les velléités panislamistes du sultan ottoman. En conséquence, en vertu des Capitulations et de la tradition de protection des chrétiens d'Orient dont la France a su se rappeler en 1860, il appelle les républicains à soutenir les œuvres en Orient<sup>13</sup>.

Sa thèse est relayée par quelques publicistes encore fort isolés tels René Pinon et Gaston Bordat ou encore des amateurs d'art versés dans le journalisme comme Raymond Koechlin. Si Bordat et Koechlin ne maintiennent pas leur intérêt pour la rédaction de notes sur l'Orient au-delà de 1910<sup>14</sup>, René Pinon en revanche s'affiche comme le grand spécialiste français de l'Orient au cours de la première décennie du siècle en étant le chroniqueur attitré de *La Revue des deux mondes* et des *Questions diplomatiques et coloniales*. Alors qu'il centrerait initialement ses recherches sur le Maghreb, il est tout à fait singulier de constater que l'affaire de Taba de 1906 – dans laquelle l'Angleterre montre qu'elle ne saurait tolérer qui que ce soit dans sa sphère d'influence<sup>15</sup> – attire son attention sur les questions

11. C. M. Andrew, *Théophile Delcassé...*, *op. cit.*, p. 203-204.

12. Vincent Cloarec, « La France du Levant ou la spécificité impériale française au début du xx<sup>e</sup> siècle », *Revue française d'Histoire d'Outre-Mer*, t. 83, n° 313, 4<sup>e</sup> trimestre 1996, p. 3-32.

13. Le terme n'est pas nouveau puisqu'il existe depuis *L'Encyclopédie* de 1765, mais il se charge à partir de 1900 d'une connotation nouvelle, principalement axée sur la religion chrétienne.

14. Licencié en droit, Gaston Bordat s'était fait connaître par un voyage en mer Rouge, en Perse, en Asie mineure et en Syrie en 1901, mais il n'arrête pas sa curiosité à l'Orient puisqu'il poursuit ses voyages à partir de 1903 en Australie, Nouvelle-Calédonie, Japon et Amérique (Archives nationales, Paris, série F - Versement des ministères, sous-série F17 - Instruction publique, article F17 2940). Au cours des années 30, il se passionne pour l'olympisme. Quant à Koechlin, journaliste entre 1884 et 1895, il devient à partir de cette date rentier et se voue à sa passion : la conservation du patrimoine. Il crée alors la « Société des amis du Louvre ».

15. L'affaire de Taba (village au fond du golfe d'Akaba) éclate en mai 1906 quand, suite aux prétentions du sultan de prolonger le chemin de fer entre Bagdad et le Hedjaz jusqu'à Akaba pour obtenir un débouché en mer Rouge, l'Angleterre fait savoir à la Turquie que Taba lui appartient. Par

orientales. Dès lors, toutes ses chroniques à *La Revue des deux mondes* vont porter exclusivement sur l'Orient, de la même façon que bon nombre de ses publications chez Perrin. Après le texte de Lamy en 1900, c'est là un deuxième tournant encore insuffisant cependant pour attirer l'attention des hommes politiques toujours préoccupés par l'Entente cordiale. Il faut donc attendre encore quelques années pour assister à un ralliement progressif des autorités politiques et des organisations coloniales à l'idée que le « Levant », tel qu'il a été défini, relève non seulement de la sphère d'influence française, mais est en outre menacé par les Anglais.

Comme souvent, des organisations coloniales ont précédé le gouvernement dans la réflexion. Sous le patronage de Charles Jonnart, nouveau président du canal de Suez depuis 1907, et de Raymond Poincaré, un Comité de l'Orient est mis en place en 1908<sup>16</sup>. Jonnart a été, comme de très nombreux membres du « parti colonial », jusqu'alors plus attiré par le Maghreb que par le Machreck. Ce groupe, dont font partie également Pierre Etienne Flandin et Georges Leygues, est très lié au Comité de l'Asie française, au moins par les membres qui le composent. Mais ce dernier, extension du Comité de l'Afrique française, a été constitué en 1901 dans le seul « but [...] d'éclairer l'opinion, tant au sujet du travail qui s'accomplit en Chine que de l'organisation raisonnée de l'Indo-Chine... »<sup>17</sup>. Son directeur, l'énergique Robert de Caix de Saint-Aymour, est passionné par la Chine et le Japon à propos desquels il rédige régulièrement des notices. Ainsi, si le néologisme « Levant » est adopté rapidement par le Comité de l'Asie française, la zone géographique levantine ne constitue pas encore, loin s'en faut, le centre d'intérêt du rédacteur en chef du *Bulletin du Comité de l'Asie française*. De surcroît, le « parti colonial » dans sa version asiatique avance en ordre dispersé : profondément libéral dans son esprit et dans son organisation, il ne cherche pas à encadrer ou orienter systématiquement les différentes tendances internes. Celle de Poincaré, Barthou, Jonnart, Flandin et Leygues est surtout préoccupée par des questions économiques tandis que les questions religieuses sont au centre des réflexions du Comité des intérêts français dans le Levant créé en 1912 par MM. Ribot et Denys Cochin. Ces derniers souhaitent en effet « soutenir toutes les œuvres qui font honneur à la France dans les pays d'Orient »<sup>18</sup>. Pas assez puissant et peu représentatif, ce comité décide finalement de se fondre le 23 juin 1913 dans le Comité de l'Asie française, attestant ainsi d'une réconciliation des différentes tendances coloniales à propos de l'épineuse question des relations avec le Saint-Siège. À cette date, le Comité de l'Asie française s'est déjà saisi de la question du Levant. Le premier article de Robert de Caix date de décembre 1912<sup>19</sup>.

---

un ultimatum, elle prévient qu'elle s'apprête à s'emparer d'îles turques en Méditerranée si Taban n'est pas évacué sous 10 jours. Un accord intervient en octobre 1906.

16. Jean Vavasseur-Despérier, « Charles Jonnart et le "parti colonial" : économie et politique », dans Hubert Bonin, Jean-François Klein et Catherine Hodeir (dir.), *L'Esprit économique impérial (1830-1970)*, Paris, SFHOM, p. 121-134 et C. M. Andrew et A. S. Kanya-Forstner, « La France à la recherche de la Syrie intégrale (1914-1920) », *Relations internationales*, n° 19, automne 1979, p. 263-278.

17. Maurice Zimmermann, *Annales de Géographie*, vol. 10, n° 51, 1901, p. 280-281.

18. *Bulletin du Comité de l'Asie française* de juin 1913, p. 230.

19. Robert de Caix, « La crise orientale et les relations entre la France et la Turquie », *Bulletin du Comité de l'Asie française*, décembre 1912, p. 515-518.

### Le tournant décisif de 1912

La raison de cette évolution profonde du Comité de l'Asie française tient à plusieurs facteurs. D'abord, le Maroc étant devenu un protectorat le 30 mars 1912, les responsables français – dont un nombre croissant deviennent membres du Comité de l'Afrique française<sup>20</sup> ou du Comité de l'Asie française – commencent à s'intéresser de nouveau à la Méditerranée orientale<sup>21</sup>. Ensuite, la guerre italo-turque (1911) puis le conflit balkanique de 1912 laissent espérer des « liquidations » prochaines. Enfin, au-delà de Robert de Caix, une grande partie des républicains de gouvernement pense désormais que la France doit s'engager en Orient, à commencer par Raymond Poincaré<sup>22</sup>. Ministre des Affaires étrangères puis chef du gouvernement entre 1912 et 1913 avant de devenir président de la République, il impulse un véritable programme méditerranéen passant à la fois par des marques d'amitié auprès du patriarche maronite (visite des autorités navales à Djouni en janvier 1912)<sup>23</sup>, une démonstration navale au moment de la guerre italo-turque et du bombardement de Beyrouth par les Italiens (24 février 1912), un projet de constitution d'un *omnium* des affaires économiques de la Syrie (mai 1912)<sup>24</sup> et un accord naval avec les Britanniques consacrant leur retrait de Méditerranée orientale en cas de conflit pour laisser la place à la marine française (novembre 1912)<sup>25</sup>. Les avancées sont telles pour la France que certains spécialistes britanniques – dont le nouveau député unioniste Mark Sykes – se plaignent des assurances données à la France<sup>26</sup>. Tandis que Poincaré développe son programme devant le Sénat en décembre 1912, Robert de Caix se fait le porte-parole du gouvernement. Délaissant pour partie la Chine et le Japon, ce dernier devient l'incarnation de la politique française au Levant<sup>27</sup>. À partir de cette date, il faut donc regarder le Comité de l'Asie française comme un organe de réflexion spécialisé, entre autres, sur la Syrie, et chargé d'exprimer la pensée d'une partie des députés français à travers des « vœux » régulièrement formulés, comme celui du 4 juin 1913 à propos

20. Sur la naissance du « parti colonial » à travers son organe principal le *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, voir Julie d'Andurain, « Réseaux d'affaires et réseaux politiques : le cas d'Eugène Étienne et d'Auguste d'Arenberg », dans Bonin Hubert, Klein Jean-François et Hodeir Catherine (dir.), *L'Esprit Économique impérial*, op. cit., p. 85-102.

21. C'est notamment l'argument défendu par C. M. Andrew et A. S. Kanya-Forstner, *French overseas : The Great War and The climax of French imperial Expansion, 1914-1924*, Stanford, Stanford University Press, 1981, p. 44-47 ainsi que dans l'ouvrage de Philip S. Khoury, *Syria and the French Mandate, the Politics of Arab Nationalism, 1920-1945*, Princeton, Princeton University Press, 1987, p. 33-34.

22. Discours de Raymond Poincaré devant les Chambres après l'armistice dans les Balkans, 21 décembre 1912.

23. « L'influence française en Syrie », *Bulletin du Comité de l'Asie française*, février 1912, p. 81-82.

24. Voir la question sur la mission Caillaux envoyée en Syrie en mai 1912 dans Vincent Cloarec, *La France et la question de Syrie 1914-1918*, Paris, CNRS Editions, 1998, p. 27.

25. Vincent Cloarec, « L'Entente cordiale et la question syrienne, 1904-1918 », *Relations internationales*, n° 93, printemps 1998, p. 5-27, p. 14.

26. « La France, l'Angleterre et l'Empire ottoman », *Bulletin du Comité de l'Asie française*, mars 1914, p. 102.

27. Pour la suite de son parcours, voir Gérard D. Khoury, *Une tutelle coloniale, le mandat français au Syrie et au Liban, écrits politiques de Robert de Caix*, Paris, Belin, 2006.

de la Syrie<sup>28</sup>. En avril 1914, lors du dixième anniversaire de la signature de l'Entente cordiale, les membres du « parti colonial » reconnaissent que l'Angleterre et la *Royal Navy* ont les yeux tournés vers l'Atlantique, mais ils relèvent aussitôt que l'affaiblissement de la tension franco-anglaise en Méditerranée tient à leur hostilité commune à l'Allemagne<sup>29</sup>. Que le canal de Suez vienne à être menacé et toute la politique britannique sera de nouveau tournée vers la Méditerranée orientale.

## La force d'attraction de la partie orientale

### *Premiers accords, premiers accroc*

Quand la guerre éclate en août 1914, l'activité maritime des Français se concentre d'abord, essentiellement, dans la partie ouest de la mer afin d'amener sur le front les troupes venues du Maghreb<sup>30</sup>. Ailleurs, une stratégie d'immobilité domine. La convention navale de novembre 1912, confirmée en février 1913, est réactivée par la signature d'un texte le 6 août 1914 à Londres stipulant que « [...] la marine française assurera dans toute la Méditerranée la protection du commerce anglais et français [...]. Elle surveillera également la sortie du canal de Suez et le détroit de Gibraltar, et empêchera en Méditerranée des croiseurs auxiliaires ennemis »<sup>31</sup>. L'essentiel de l'accord porte sur un partage plutôt équitable entre les deux marines : les Français se maintiennent en Méditerranée tandis que les Britanniques assurent la sécurité de la mer du Nord<sup>32</sup>. Cet accord est partiellement renégocié au moment de l'affaire du *Goeben* et du *Breslau* – la flotte franco-anglaise occupe l'île de Lemnos où l'on installe une base – mais ne change rien à la question fondamentale puisque l'amiral français Boué de Lapeyrière conserve toujours le commandement supérieur des forces anglo-françaises en Méditerranée. Concentrée à Malte dès septembre 1914, la marine française est progressivement appelée à se déplacer davantage vers l'est pour aller chercher soit les soldats indiens à Port-Saïd, soit pour s'opposer aux navires entrant dans les Dardanelles. Ces déplacements d'ouest en est témoignent bien de l'importance prise par le canal de Suez non seulement dans l'organisation de l'Empire britannique mais encore dans la guerre<sup>33</sup>. Arrivées par Port-Saïd, les troupes indiennes doivent, par exemple, être escortées jusqu'en métropole. De septembre à octobre 1914, l'essentiel de la flotte française en Méditerranée se charge donc de protéger les transports

28. « Vœu » du Comité de l'Asie française, *Bulletin du Comité de l'Asie française*, mai 1913, p. 203.

29. « L'Entente cordiale et les affaires d'Asie », *Bulletin du Comité de l'Asie française*, n° 157, avril 1914, p. 143.

30. Jean-Charles Jauffret, « La Grande Guerre et l'Afrique du Nord », Institut de Stratégie Comparée, Commission française d'histoire Militaire, Institut d'Histoire des conflits Contemporains, [http://www.stratisc.org/TC\\_7.htm](http://www.stratisc.org/TC_7.htm), le 10.10.08.

31. Auguste Thomazi, *La guerre navale dans la Méditerranée*, t. IV de *La Marine française dans la Grande Guerre (1914-1918)*, Paris, Payot, 1928, p. 17.

32. Guy Pedroncini, « Les Alliés et le problème du haut commandement naval en Méditerranée, 1914-1918 », *Marins et Océans*, t. 2, 1991, p. 223-233.

33. Jean-Edouard Goby, « Le canal de Suez pendant la première guerre mondiale », *Bulletin du souvenir*, n° 5, avril 1984, p. 19-44.



anglais, soit 36 bâtiments portant près de 25 000 hommes. C'est aussi par le canal que transitent les marchandises anglaises et le pétrole. Dans ce déplacement des intérêts vers l'Est méditerranéen, les Anglais sont naturellement plus rapides que les Français, car la sécurité du canal est en jeu.

Dès le mois de septembre 1914, Londres a pensé à une expédition contre Gallipoli et entrepris des négociations avec la Grèce afin de vérifier si un corps expéditionnaire pourrait occuper la presqu'île<sup>34</sup>. Mais il s'agit encore simplement d'un projet d'alliance avec un pays neutre. La fermeture des détroits à la fin du mois de septembre, l'entrée du *Goeben* et du *Breslau* en mer Noire en octobre 1914, puis surtout, l'ultimatum des Alliés à la Turquie le 30 octobre 1914 convainquent les Anglais du danger pesant sur la Méditerranée orientale. Leur position à l'égard de l'accord du 6 août 1914 se modifie alors considérablement, ce qui les place en porte-à-faux avec les Français. Jugeant le canal de Suez insuffisamment protégé par leurs alliés, les Britanniques déportent d'abord des navires de l'Atlantique vers la Méditerranée. Les craintes sur le canal s'accroissant, l'Angleterre commence par établir un état de siège en Égypte (2 novembre 1914), accélère la concentration navale des forces en Méditerranée auprès du contre-amiral Peirse chargé de la défense du canal de Suez<sup>35</sup>, et devant les inquiétudes confirmées par des informateurs – Compagnie du canal de Suez, lieutenant de vaisseau de l'Escaille, père dominicain Jaussen – de la menace d'une attaque turque sur le canal, décide de franchir le pas en transformant l'Égypte en protectorat britannique le 18 décembre 1914. L'Angleterre soustrait ainsi le pays à l'autorité de l'Empire ottoman ce qui ne constitue pas pour autant le point de départ du démantèlement de « l'homme malade de l'Europe »<sup>36</sup>. Le thème de l'intégrité de l'Empire reste maintenu dans le discours même s'il commence à être remis en cause. Nonobstant, l'Angleterre n'hésite plus à pratiquer à l'encontre des villes de la côte syrienne – comme celle d'Alexandrette par exemple – la « diplomatie des mains en l'air » de façon à empêcher le ralliement des troupes turques près du canal<sup>37</sup>. Ainsi, l'Angleterre s'affranchit-elle pour partie, dès le début de 1915, des accords franco-britanniques d'août 1914 en intervenant autant dans la zone d'influence britannique (Égypte) que dans la zone de ses alliés (côte syrienne)<sup>38</sup>. Cela n'échappe pas aux autorités françaises qui élaborent le 28 décembre 1914 un mémorandum sur le haut commandement naval en Méditerranée stipulant que l'amiral anglais commandant à Port Saïd doit être indépendant<sup>39</sup>. L'attaque turque sur le canal de Suez le 26 janvier 1915, réitérée les 2 et 3 février suivants, confirme les angoisses anglaises. Dès

34. Pedroncini, « Les Alliés et le problème du haut commandement naval en Méditerranée », art. cit., p. 226.

35. Cecil Vivian Osborne (vice-amiral), *La guerre navale en Méditerranée (1914-1918)*, Paris, Nouvelle revue critique, 1935, p. 27-28.

36. Voir plus loin.

37. Cecil Vivian Osborne, *La guerre navale en Méditerranée...*, op. cit., p. 35-36.

38. Anne-Claire de Gayffier-Bonneville, *Sécurité et coopération militaire en Europe, 1919-1955*, Paris, l'Harmattan, 2004, p. 50.

39. Auguste Thomazi, *La guerre navale dans la Méditerranée...*, op. cit., p. 85. Déjà quelque temps auparavant, les Britanniques avaient insisté auprès des Français pour que les garde-côtes le *Requin* et la *Foudre* portant l'unique escadrille française d'hydravions soient envoyés à Port Saïd.

lors, l'Angleterre n'a plus qu'une obsession : renforcer sa position dans la zone quitte à inquiéter son alliée française.

Inscrite dans la pensée militaire de la fin de l'année 1914, privilégiant encore très largement la notion d'offensive, la création du second front est partagée par l'ensemble des officiers quels que soient les fronts et les pays. Elle s'appuie sur l'idée alors répandue que le moral des soldats ne peut se maintenir que dans l'offensive, le mouvement et dans le déni de la défaite. Mais la « campagne de Gallipoli », telle que la nommeront les Britanniques, résulte aussi d'une pensée plus spécifiquement anglaise associant dans un même élan stratégie de débordement maritime et défense du canal de Suez. La Grande-Bretagne, nation dont la puissance est fondée sur sa marine, croit pouvoir voler au secours des nations continentales dont les armées de terre se sont enfermées dans la guerre. Elle révèle un choix de stratégie dite indirecte en lieu et place d'une conception « clauswitzienne » de concentration et de bataille décisive sur le front principal. Le recours à la marine est une manière de trouver une réponse à l'arrêt de l'infanterie. L'envoi d'un corps expéditionnaire<sup>40</sup> est également une autre caractéristique de la politique britannique en raison de sa capacité à garantir la sécurité de l'île et des colonies britanniques. Certes, la France et la Grande-Bretagne, nations coloniales, sont habituées à ce mode d'expéditions guerrières, mais chez les Britanniques cela s'exprime même jusque dans la sémantique, ainsi qu'en atteste le nom de l'armée de volontaires qui arrive en France en août 1914. La « *British Expeditionary Force* » (BEF) fait, en effet, coexister des troupes destinées à assurer la défense de la métropole et celles spécifiquement destinées aux expéditions lointaines (*Expeditionary Force*). La référence à un corps expéditionnaire est donc bien au cœur des conceptions de guerre des Britanniques et c'est la raison pour laquelle le projet naval méditerranéen prendra le nom de « *Mediterranean Expeditionary Force* » en mars 1915.

### *Stratégies de contournement*

Le projet d'un « second front » émane très clairement de la *Royal Navy* incarnée alors par Winston Churchill, Premier lord de l'Amirauté depuis 1911 faisant fonction de ministre de la Marine au sein du cabinet du Premier ministre et de l'amiral John Fisher, Premier lord de la Mer, c'est-à-dire chef d'état-major de la flotte depuis octobre 1914. Ces deux hommes<sup>41</sup> vont prendre une part décisive dans l'élaboration des plans de campagne au point d'être les grands responsables d'une opération qui fut « la meilleure mauvaise idée de la guerre doublée d'une exécution particulièrement médiocre, confinant quelquefois, dans le détail, à l'absurde »<sup>42</sup>. Indépendamment du projet d'accord avec la Grèce sur Gallipoli,

40. Voir Mickaël Bourlet et Anne-Aurore Inquimbert, « Le Corps expéditionnaire, évolution et mutations », *Revue historique des armées*, n° 225, décembre 2001, p. 35-46 et plus récemment le numéro complet de la même *Revue historique des Armées*, n° 258, 1<sup>er</sup> trimestre 2010 portant intégralement sur « les corps expéditionnaires ».

41. Voir Geoffrey Penn, *Fisher, Churchill and the Dardanelles*, Barnsley, Léo Cooper, 1999.

42. Jean-Jacques Becker, introduction de sa notice « Dardanelles » dans *Dictionnaire de la Grande Guerre*, Paris, André Versaille éditeur, 2008, p. 53.

Churchill évoque pour la première fois un projet d'opération aux Dardanelles en conseil des ministres en novembre 1914. En décembre, le rapport Hankey<sup>43</sup> signale que les Anglais n'avancent plus sur le front occidental et qu'il est nécessaire d'envisager une manœuvre de débordement. Par ailleurs, à la fin de ce même mois de décembre 1914, l'ambassadeur britannique en poste en Russie, sir George Buchanan, transmet un appel du grand duc Nicolas. Vaincu à Tannenberg, le chef des armées russes demande « si Lord Kitchener ne pourrait pas monter une démonstration navale ou militaire contre les Turcs, pour [...] soulager ainsi la pression exercée sur les Russes »<sup>44</sup>. Invité à se prononcer, le ministre de la Guerre britannique répond à Churchill le 2 janvier 1915 que « les Dardanelles constituent le seul point où une démonstration pourrait avoir quelque effet pour arrêter les envois de renforts à l'est [...] »<sup>45</sup>. Dès lors, Fisher et Churchill se rallient tous deux, et avec enthousiasme, au principe du plan de débordement envisagé par Hankey. Le 3 janvier 1915, le vice-amiral Sackville H. Carden, chef de l'escadre britannique en Méditerranée, reçoit un télégramme à bord du navire amiral *Inflexible* : « Êtes-vous d'avis qu'il soit possible de forcer les Dardanelles en employant seulement la flotte ? [...] les pertes seraient lourdes mais les résultats de si grande importance qu'ils justifieraient les sacrifices. Télégraphiez votre avis »<sup>46</sup>. Le 11 janvier 1915, il répond par un plan qui servira de base à l'expédition des Dardanelles.

Révélaient les choix géographique et géopolitique de l'Angleterre, la stratégie du second front apparaît aussi comme une manière de « contourner » les Français, c'est-à-dire d'établir la prééminence britannique en Méditerranée orientale. Dès le 12 janvier 1915, soit quelques jours avant la réponse de l'amiral Carden, Churchill convoque l'attaché naval français à Londres et lui signifie que la convention du 6 août 1914 n'ayant pas pris en compte l'entrée en guerre de la Turquie, il devient nécessaire de redéfinir les sphères d'activité maritime<sup>47</sup>. Le Premier lord de l'Amirauté réaffirme sa position dans une lettre au ministre français de la Marine, Victor Augagneur, le 18 janvier suivant. Quand ce dernier se rend à Londres le 26 janvier avec son chef de cabinet, le capitaine de vaisseau Salaun, ils découvrent que le plan « Churchill-Carden » a déjà été mis en place sans l'avis de l'état-major de la marine française<sup>48</sup> et que la remise en cause de l'accord de 1914 n'est pas une proposition mais une résolution. Un nouvel accord est signé le 31 janvier 1915 : les vice-amiraux anglais reçoivent autorité sur deux zones – Dardanelles et Égypte – tandis qu'un vice-amiral français maintient son commandement sur les côtes de Syrie<sup>49</sup>. Les Britanniques laissent d'autant moins de marge de discussion

43. Secrétaire du Comité de défense impériale (*Committee of Imperial Defence*) depuis 1912, sir Hankey est un personnage très influent au début de la guerre. Ses avis sont très écoutés tout au long du conflit.

44. Alan Moorehead, *Dardanelles*, Paris, Presses de la Cité, 1958, p. 29.

45. *Idem*.

46. Cecil Vivian Osborne, *La guerre navale en Méditerranée...*, *op. cit.*, p. 49.

47. Auguste Thomazi, *La guerre navale dans la Méditerranée...*, *op. cit.*, p. 86.

48. Pedroncini, « Les Alliés et le problème du haut commandement naval en Méditerranée », art. cit., p. 224-226. L'état-major de la marine française ne croit pas à la possibilité d'un forçement des détroits par la seule *Royal Navy*.

49. Auguste Thomazi, *La guerre navale dans la Méditerranée...*, *op. cit.*, p. 86.

aux Français qu'ils se préparent à une deuxième attaque sur le canal de Suez<sup>50</sup>. Leurs objectifs ne s'arrêtent d'ailleurs pas là. Ils cherchent aussi à s'assurer du contrôle des Détroits, à entrer en contact avec les Russes fournisseurs de blé et de pétrole et à influencer les États des Balkans encore neutres. Plusieurs éléments d'ordre géostratégique se mettent ainsi en place au début de l'année 1915 révélant les difficultés du front occidental et celles du front oriental. Pour les Britanniques, il s'agit clairement de reprendre l'initiative par la mer, grâce à la *Royal Navy*, tout en profitant de la circonstance pour asseoir définitivement leur position en Méditerranée orientale, l'objectif final étant de protéger le canal de Suez.

Le projet des Dardanelles se structure ainsi sur la base d'une méfiance réciproque entre les Alliés. Du côté français, au sein de l'équipe tout juste installée à Chantilly, on se situe encore dans un refus de voir la stabilisation du front comme une défaite. On refuse jusqu'à l'idée d'un second front qui absorberait une partie des effectifs militaires. Ce n'est d'ailleurs ni dans la tradition française, ni dans l'intérêt de la France pour partie occupée. Joffre met en place les offensives d'Artois et de Champagne afin de soulager l'allié russe tandis que les Britanniques mettent au point, pratiquement seuls, leur stratégie de contournement naval. En Orient cependant, de très nombreuses modifications font suite à l'accord du 31 janvier 1915. Une mission militaire française s'installe auprès du commandant des troupes d'occupation d'Égypte. Dirigée par le lieutenant-colonel d'artillerie Maucorps, ancien attaché militaire à Constantinople, avec l'interprète Rémond<sup>51</sup> et le lieutenant de réserve Doynel de Saint-Quentin, elle est chargée de suivre les opérations de l'armée d'Égypte, de se renseigner sur l'état des forces adverses et d'accroître les échanges de vues et de renseignements avec les Anglais<sup>52</sup>. En mer, remplaçant la Division spéciale, la 3<sup>e</sup> escadre est créée le 5 février 1915 sous les ordres du vice-amiral Dartige du Fournet afin d'agir dans la zone située entre Rhodes et la frontière turco-égyptienne<sup>53</sup>. Sa constitution marque la volonté des Français de garantir leurs intérêts en Syrie. Néanmoins, tout en revenant sur les accords de 1914, Français et Anglais collaborent au mieux afin de préparer l'attaque navale des Dardanelles, organisée dans le plus grand des empressements.

### *L'empressement britannique*

Fort de la puissance de feu de la *Royal Navy* britannique, l'amiral Sackville Carden a proposé de bombarder les forts turcs situés à l'entrée du détroit des Dardanelles en mer Égée et d'entrer en mer de Marmara afin d'aller pratiquer la « politique de la canonnière » devant Constantinople. Le plan Carden prévoit de régler l'opération en moins d'un mois. Son optimisme est loin d'être partagé par tous. Au sein du comité de guerre, Kitchener et Grey, respectivement ministres

50. Elle a lieu effectivement du 1<sup>er</sup> au 3 février 1915.

51. Comme souvent pour les personnels subalternes, l'orthographe du nom reste hésitante. Dans les archives, on trouve alternativement Rémond ou Reymond.

52. Christophe Leclerc, *Avec T.E. Lawrence en Arabie : la mission militaire française au Hedjaz*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 40.

53. Auguste Thomazi, *La guerre navale dans la Méditerranée...*, op. cit., p. 29.

de la Guerre et des Affaires étrangères, d'abord hostiles, finissent par accepter le plan à la seule condition de recevoir l'assurance de ne pas employer une force autre que maritime. Pour eux, comme pour Joffre en France, tout doit se jouer sur le front occidental. Lord Fisher<sup>54</sup> accepte cette opération purement navale aux Dardanelles mais refuse dès le départ l'emploi d'un matériel de guerre récent, préférant l'utilisation de bâtiments déjà anciens, de type *pré-dreadnought*, réputés « consommables ». Il modifie ainsi un des paramètres essentiels du plan Carden. Enfin, Asquith, Premier ministre britannique, soucieux d'aider la Serbie, est favorable non seulement à une opération navale mais aussi à un débarquement à Salonique. Après d'âpres discussions, le plan Carden-Churchill est approuvé le 13 janvier 1915 par le *War Council*. Il est ensuite largement approuvé par les Russes. Les Anglais associent progressivement mais marginalement les Français. Après le déplacement du ministre de la Marine française, Victor Augagneur à Londres, Churchill précise le 27 janvier 1915 qu'une participation navale française sera « cordialement saluée ». Le projet franco-britannique est validé définitivement le 28 janvier 1915<sup>55</sup>. Le contre-amiral Émile Guépratte, déjà présent en Méditerranée orientale, est choisi pour diriger les opérations françaises. La soumission de Guépratte à l'amiral Carden rompt la convention du 6 août 1914, mais la situation ne soulève pas de grandes discussions car Joffre reste convaincu que tout doit se jouer sur le front occidental. En dehors des navires dont seul le nombre est conforme au plan de Carden, tout se passe dans la plus grande urgence et sans préparation du terrain. L'amirauté britannique et les autorités militaires françaises improvisent une opération sans carte géographique de la zone à attaquer, ni aucun renseignement sur les lieux<sup>56</sup>. L'entreprise repose sur la croyance de la puissance de la flotte britannique, véritable armada chargée d'aller pérenniser le mythe de l'invincibilité de la *Royal Navy* tout en réalisant une nouvelle Odyssée près de l'antique Troie.

L'opération navale débute le 19 février 1915 par le bombardement des forts turcs situés à l'entrée des Dardanelles (Seddul-Bahr et Koum-Kaleh). Mais la flotte se trouve très vite bloquée dans le défilé par les fortifications turques. Dès son arrivée sur place, Carden prend conscience du caractère irréalisable de son plan et se hasarde à conseiller timidement l'organisation d'une action militaire largement développée à terre. Victime d'une dépression nerveuse, il est remplacé par son chef d'état-major l'amiral de Robeck. Les Britanniques conçoivent alors une seconde attaque plus ambitieuse, celle du 18 mars, qui a pour but d'atteindre, de forcer puis de dépasser le goulet des Dardanelles. Trois lignes successives de

54. Si l'on en croit Alan Moorehead, Fisher et Churchill d'abord associé dans le projet, se fâchent à partir de la mi-mai. Fisher se déclare alors hostile à l'attaque « depuis le commencement, comme Lord Kitchener le savait fort bien ». Fisher démissionne le 15 mai 1915. Alan Moorehead, *Dardanelles*, *op. cit.*, p. 140.

55. David French, « The Origins of the Dardanelles Campaign Reconsidered », *History*, vol. 68, n° 223, 1983, p. 210-224, p. 216.

56. L'information circule mal entre Français et Britanniques. Par exemple, ces derniers ne reçoivent pas en février 1915 les informations de Maucorps sur les fortifications turques à Gallipoli. Kitchener les obtiendra seulement le 18 mars. Walter H. Johnson, « The Dardanelles Expedition », *The Coast Artillery Journal*, vol. 58, n° 6, juin 1923, p. 489-523, p. 492.

navires, dont le fleuron de la marine britannique le *Queen Elisabeth*, s'avancent dans le défilé. Très vite, ils se heurtent aux mines dérivantes déposées par les Turcs dans le détroit. En quelques heures à peine, sept cuirassés sont mis hors de combat. L'absence de surprise, l'efficacité toute relative des tirs d'artillerie, la fortification turque et surtout l'utilisation des mines sous-marines ont raison de l'invincibilité supposée des Britanniques. L'attaque se transforme en un échec tragique pour les Alliés. Par conséquent, ils décident d'abandonner leur programme naval pour le transformer en une opération amphibie. Nommé commandant en chef des troupes britanniques depuis le 12 mars, le général Ian Hamilton, arrivé sur les lieux le 17 mars, a obtenu de l'amiral de Robeck l'autorisation de concentrer ses troupes en Égypte afin de les former. Surtout, il réussit à le convaincre de donner un rôle important aux troupes terrestres, désormais chargées de prendre la presqu'île de Gallipoli (22 mars). La théorie du *Sea Power*<sup>57</sup> vient de trouver ses limites. Mais, eu égard à la nécessité de protéger Suez, les Britanniques décident d'organiser un corps expéditionnaire chargé de débarquer sur la presqu'île de Gallipoli le 25 avril 1915, et prennent la direction des opérations terrestres.

Le corps expéditionnaire franco-britannique dirigé par le général Hamilton se compose d'environ 70 000 hommes. Les troupes britanniques formant les deux tiers des effectifs sont constituées d'un corps d'armée australien et néo-zélandais, appelé les ANZAC<sup>58</sup>. Les forces françaises se composent de 17 000 hommes mais reçoivent rapidement des renforts, ce qui porte le corps expéditionnaire d'Orient, ou CEO, à deux divisions<sup>59</sup>. Le commandant en chef, Ian Hamilton, n'a exercé aucun commandement depuis le début du conflit. Son état-major n'est ni expérimenté, ni préparé matériellement. Les troupes terrestres n'étant pas prêtes, il faut d'abord les former en Égypte. Commandant en chef des forces britanniques en Méditerranée depuis 1910, Ian Hamilton est, en fait, l'un des hommes d'Horatio Kitchener. Dès 1914, ce dernier a décidé de jouer un rôle déterminant dans les affaires du Proche-Orient. Il incarne la politique des « Anglo-Égyptiens » qui, depuis les accords maritimes de 1912, estiment que la côte syrienne doit devenir un prolongement naturel de l'Égypte, un « glaciais » stratégique destiné à protéger le canal. Au cours de la guerre, leur position évolue notamment en raison de la découverte du pétrole en Mésopotamie et de la campagne des Dardanelles. Mais hésitants entre Alexandrette au nord et le sud de la Syrie, ils contreviennent de toute façon aux intérêts des Français dans la région<sup>60</sup>. Une position d'affrontement sur la Syrie est, dès lors, inéluctable<sup>61</sup>.

57. Théoricien et tacticien américain, Alfred T. Mahan est l'auteur de *The Influence of Sea Power upon History, 1660-1783*, London, S. Low, 1889.

58. ANZAC pour Australia New Zeland Army Corps.

59. L'appellation CEO date du 1<sup>er</sup> mars 1915.

60. Pour le détail de l'évolution de Kitchener, de l'opposition entre les « Anglo-Egyptiens » et les « Anglo-Indiens », voir Henry Laurens, *La question de Palestine, tome 1, l'invention de la Terre sainte (1799-1922)*, Paris, Fayard, 1999, chap. VIII, p. 285-319.

61. Nous ne traitons pas ici de l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés des Alliés pour des questions de place, mais il est évident que l'irruption des Italiens en Méditerranée accélère le processus de partage des zones d'influence, en mer comme à terre. Cf. Pedroncini, « Les Alliés et le problème du haut commandement naval en Méditerranée », art. cit., p. 228, à propos de la convention

## Les desseins des Alliés en Orient

*Les officiers français, coloniaux ou colonialistes ?*

La composition des états-majors militaires français en Orient au milieu de l'année 1915 révèle pleinement leur prise de conscience des enjeux orientaux et la nécessité de s'affirmer face aux Britanniques. Mais cette lucidité ne vient pas de Chantilly. Elle est l'expression du « parti colonial » soutenu par Alexandre Millerand, ministre de la Guerre. Ainsi, la nomination du général Albert d'Amade à la tête du CEO en février 1915 ne doit-elle rien au hasard. Depuis 1912, il est devenu un membre actif du Comité de l'Asie française œuvrant pour le renforcement de la présence française en Orient. Il a acquis une réputation de chef de guerre en tant que commandant en chef du corps de débarquement au Maroc, entre 1908 et 1909, en menant une action militaire « à outrance » contre les forces dissidentes de la province de la Chaouïa. Bien que limogé au cours des premiers combats de septembre 1914, d'Amade bénéficie cependant d'un solide soutien en la personne de Raymond Poincaré<sup>62</sup>. Ils sont en accord sur les questions orientales, le général ayant montré plus d'une fois son opiniâtreté à vouloir agrandir la « plus grande France ». Débarqué à Gallipoli le 25 avril 1915 avec le titre de commandant en chef du corps expéditionnaire d'Orient, d'Amade se trouve rapidement bloqué sur la pointe sud de la presqu'île de Gallipoli. Impuissant, convaincu que l'attaque de la presqu'île est un non-sens, il propose aux Britanniques un plan de débarquement sur la côte d'Asie à hauteur de Smyrne afin d'atteindre Constantinople par Brousse et Ismidt. La proposition n'a rien d'irréfléchie puisqu'elle a été soufflée à d'Amade par le chef de la mission militaire française en Égypte, Maucorps, qui l'avait proposée aux Britanniques en Égypte. Hamilton décide de la rejeter également. En réalité, cette proposition irrite les Britanniques qui voient là une tentative de prendre en main les opérations. Peu après la mort de son fils, présenté comme malade par sa hiérarchie, Albert d'Amade est rappelé en France le 4 mai 1915.

La nomination de son remplaçant, le général Henri Gouraud, montre la continuité des points de vue en matière de choix politique et militaire. Sans être semblables, les parcours des deux généraux successivement nommés à la tête du CEO sont très proches. Vainqueur de Samory en Afrique en 1898, Henri Gouraud est devenu l'un des généraux les plus en vue du « parti colonial ». Discrét dans ses amitiés politiques et peu présent dans les allées du pouvoir, il entretient en revanche une correspondance importante avec Eugène Etienne, le « pape des coloniaux ». On y apprend qu'Etienne a « fait » la carrière de Lyautey et de celle de Gouraud, en particulier au moment de la conquête du Maroc. Présenté comme un soldat entreprenant et dynamique capable de mener des attaques « à outrance », il apparaît comme le successeur idéal d'Albert d'Amade car il est admis

---

navale du 10 mai 1915.

62. Son épouse, une Ricaumont, est proche de M<sup>me</sup> Poincaré. A Veteran Diplomat, « Mistakes in the Dardanelles - removal of général d'Amade Focuses Attention on the Movement That Has proved So Costly to the Allies », *The New York Times*, 16 May 1915.

par ailleurs qu'il est plus modeste et plus conciliant que son aîné. Son ordre, reçu le 5 mai 1915, insiste sur le fait que Gouraud doit « coopérer avec le Corps Expéditionnaire Anglais et les forces navales Anglo-françaises »<sup>63</sup>. Très vite après son arrivée, Gouraud ne croit plus à l'attaque frontale de la péninsule, et, reprenant le projet de d'Amade, propose un débarquement soit sur la côte d'Anzac ou sur la côte d'Asie<sup>64</sup>. Hamilton refusera de tenir compte des avis français.

Le « parti colonial » n'oublie pas, par ailleurs, de maintenir une certaine continuité de la politique française en Orient à travers le bureau politique et le service de renseignements. Le bureau politique comprend le lieutenant Boissonnas, le consul de France M. Degrand et M. Charles-Roux, interprète stagiaire, secrétaire d'ambassade<sup>65</sup>. D'après les archives Gouraud, Boissonnas semble bien avoir été non pas un jeune subalterne comme son grade l'indiquerait au premier abord, mais un homme mûr connaissant le monde arabe et ses possibilités. Il s'agirait de Jean Boissonnas qui avait épousé M<sup>lle</sup> Mirabaud, fille du grand banquier Paul Mirabaud et dont les intérêts bancaires et commerciaux les avaient amenés à s'intéresser à tout le pourtour méditerranéen. Il se peut qu'il soit ce Boissonnas qui était en février 1915 directeur de la Banque ottomane. Quant à François Charles-Roux, fils de Jules Roux dit Charles-Roux, industriel marseillais, il se fait rapidement le chroniqueur de la guerre en écrivant *Les Dardanelles au jour le jour* durant son séjour. Membre du « parti colonial » comme son père, il appartient à sa frange asiatique qui a décidé de renouer avec des relations diplomatiques cordiales avec le Pape afin que la France laïque puisse continuer à prétendre au rôle de protectrice des chrétiens d'Orient<sup>66</sup>. Du côté du bureau des renseignements, les hommes nommés sont reconnus comme des spécialistes de l'Orient : le colonel Braquet à Athènes, le lieutenant-colonel de Matharel à Sofia et surtout le lieutenant-colonel Maucorps dont la mission militaire vient d'être réduite au Caire. Indiscutablement, pour Alexandre Millerand, le choix des hommes envoyés en Orient est finement orchestré.

### Le « grand jeu » britannique

La cohérence du projet des Français n'échappe pas aux autorités britanniques qui, dès lors, mettent au point leur « grand jeu »<sup>67</sup>. Aux Dardanelles, la polarisation s'effectue entre mars et juin 1915. En effet, le débarquement du corps

63. Ministère des Affaires étrangères, PA AP 399 (fonds Gouraud), C38-D2, ordre de mission n° 2 263 du 5 mai 1915.

64. Mémoire Gouraud du 14 juin 1915, PA AP 399, C35-D2. Il élabore un autre plan de débarquement en Asie durant son rapatriement en France le 19 juillet 1915. Il l'adresse au ministre de la Guerre rappelant combien son plan ne correspond pas à celui des Anglais. Cependant, avant le départ des Dardanelles, Kitchener envisage en novembre 1915 de mettre à terre une armée en Asie mineure afin de couper la Turquie de Jérusalem et Médine. Le *War office* refuse le projet pour des raisons budgétaires.

65. Lettre n° 1867 9/11 du ministère de la Guerre, section d'Afrique au général commandant le corps expéditionnaire d'Orient « à bord de la Provence », le 19 avril 1915. Quatre pages signées Millerand, ministère des Affaires étrangères, PA AP 399 (fonds Gouraud).

66. Il sera d'ailleurs lui-même nommé diplomate au Vatican en 1932.

67. Henry Laurens, *Le Grand Jeu : Orient arabe et rivalités internationales*, Paris, Armand Colin, 1991.



expéditionnaire impose aux puissances de l'Entente de déclarer chacune leurs buts de guerre. Dans la mesure où la Russie réclame Constantinople et les détroits, laissant le reste du territoire à ses alliés, sa décision au début de mars 1915 ouvre le processus du partage des dépouilles de l'Empire ottoman<sup>68</sup>. Français et Britanniques doivent à leur tour faire entendre leurs desiderata. Dès lors, ordre est donné de tenter sur place le tout pour le tout pendant que le *War Council* envisage l'avenir de l'Empire ottoman en cherchant le consensus au sein des bureaux britanniques<sup>69</sup>. L'urgence de la décision tient en ce que l'attaque prévue pour le 25 avril 1915 aux Dardanelles absorbe bientôt toutes les forces vives présentes en Méditerranée. Il devient nécessaire de dégarnir l'Égypte de sa protection maritime pour aller aider les troupes à Seddul-Bahr<sup>70</sup>. Dans le même temps, la guerre en Méditerranée change de nature avec l'apparition des premiers sous-marins allemands près de Gibraltar (6 mai 1915). Très vite, les Britanniques se sentent en danger à la fois en mer (deux croiseurs britanniques sont coulés le 25 mai<sup>71</sup>) et sur terre (aux Dardanelles et en Égypte). Enfin, loin de remédier efficacement à la situation en Méditerranée, l'entrée en guerre de l'Italie entraîne des confusions supplémentaires : il existe à cette date six amiraux indépendants les uns des autres, chacun dirigeant des sphères d'influence s'enchevêtrant les unes aux autres<sup>72</sup>.

Les Anglais réagissent en décidant de clarifier singulièrement la situation. D'abord, ils se débarrassent pour partie de la mission française en Égypte. Il est possible qu'elle ait été réduite sur la base de questions budgétaires, mais il est tout de même singulier de constater que le chef de la mission, le lieutenant-colonel Maucorps, reconnu très largement pour ses compétences et sa connaissance du Proche-Orient, soit évincé tandis que son adjoint est maintenu en poste. Depuis décembre 1914, Maucorps s'est fait remarquer par son insistance à vouloir développer une action – française – en Syrie et par sa volonté de revendiquer clairement les droits de la France sur la plus grande partie de la Syrie (Alexandrette et Palestine compris). Le « plan Maucorps » envoyé à Jean Goût au Quai d'Orsay rappelait notamment l'intérêt des Français pour la région. Simple lieutenant, Doynel de Saint-Quentin a très certainement beaucoup moins d'autorité que Maucorps face à Kitchener ou aux hommes de son équipe, mais il est sans doute plus malléable. C'est pourquoi il est « maintenu seul auprès de l'Armée anglaise en raison de sa valeur personnelle, du tact avec lequel il s'était acquitté

68. Georges-Henri Soutou, *L'Or et le Sang. Les buts de guerre économiques de la première guerre mondiale*, Paris, Fayard, 1989, p. 175. Voir aussi Jacques Frémeaux, « L'enjeu colonial dans la diplomatie française pendant la première guerre mondiale », conférence donnée à l'Association des Amis des Archives diplomatiques le 23 novembre 2006. Les Russes font connaître leur décision le 1<sup>er</sup> mars 1915.

69. André Nouschi, « Les bureaux, les hommes et la politique au Proche-orient pendant la première guerre mondiale », *Annales, Économies, Sociétés, Civilisations*, n° 3, 1970, p. 768-774. Il fait allusion aux rivalités britanniques existant entre les départements ministériels (*India Office, Foreign Office, War Office, Colonial Office*, Amirauté, Premier ministre...).

70. Auguste Thomazi, *La guerre navale dans la Méditerranée...*, *op. cit.*, p. 82.

71. *Idem*, p. 32.

72. Pedroncini, « Les Alliés et le problème du haut commandement naval en Méditerranée », art. cit., p. 228.

de sa mission et de l'ascendant progressif qu'il avait conquis auprès des autorités Britanniques »<sup>73</sup>. Sykes finit par s'entendre avec lui en juillet 1915 sur la base d'un partage de la Syrie en deux zones d'influence<sup>74</sup>. La seconde modification anglaise est parfaitement concomitante de la réduction de la mission militaire française. Le 16 juin 1915, l'Angleterre cherche à étendre le champ de ses compétences – et de ses exigences – en Méditerranée. Elle réclame le contrôle du secteur de l'amiral de Robeck en Méditerranée orientale, le secteur de la Syrie et de l'Égypte, et enfin ceux de Malte et de Gibraltar. L'argument principal réside dans le fait qu'il devient nécessaire d'harmoniser la politique britannique face aux attaques des sous-marins allemands. Enfin à cette même date, le comité Bunsen défend l'idée d'un partage de l'ensemble de l'Empire ottoman en sphères d'influence sur lesquelles Mark Sykes a d'ores et déjà des idées extrêmement précises<sup>75</sup>. Sur la bases des réflexions menées par Lawrence, il vient de contrer pour partie le projet de « Syrie intégrale » porté par les Français. Mus par des questions pragmatiques, les Britanniques aspirent à organiser la mainmise anglaise sur une partie du littoral syrien, faisant rapidement de la Palestine l'enjeu principal entre les Français et les Anglais.

*Un « parti colonial » dynamisé par la question de la « Syrie intégrale »*

Plutôt divisés sur les objectifs à atteindre avant la guerre, très perturbés dans la mise en œuvre d'une politique coloniale durant la première période de la guerre (1914-1916), les deux grands groupes du « parti colonial » – les « Africains » et les « Asiatiques » – font corps au début de l'opération des Dardanelles, considérant désormais la fin de l'Empire ottoman comme inévitable. En mars 1915, soit un mois à peine après le début de l'expédition navale, le Comité de l'Asie française pour le moins optimiste sur l'issue de l'attaque, lance un appel public au gouvernement afin qu'il s'apprête au partage<sup>76</sup>. Ils regardent bien l'expédition des Dardanelles comme l'un des éléments d'une opération plus vaste se doublant d'un arrière-plan politique. Dès la fin de l'année, alors que la conférence de Paris (7 décembre 1915) entérine encore une fois le recul des marins français en Méditerranée, le « pape des coloniaux » à Paris décide de constituer une « commission en vue de l'étude des problèmes coloniaux qui pourront se poser après la guerre »<sup>77</sup>. Cela correspond très exactement au moment où, en Orient, Mark Sykes, désormais reconnu par Kitchener comme une figure incontournable des discussions sur la

73. Colonel Hamelin, chef de la section d'Afrique au ministère de la Guerre, Rapport fait au Ministre le 9 avril 1918, n° 2621 9/11, SHAT, carton 17 N 503, cité par Christophe Leclerc, *Avec T.E. Lawrence en Arabie, op. cit.*, p. 40.

74. Henry Laurens, *La question de Palestine, tome 1, l'invention de la Terre Sainte*, Paris, Fayard, 1999, (chapitre VIII : Français et Anglais au Proche-Orient, p. 285-319), p. 304.

75. *Idem*, p. 303-304. En fait, les contours des frontières des accords Sykes-Picot sont déjà, pour partie, élaborés.

76. C. M. Andrew et A. S. Kanya-Forstner, « La France à la recherche de la Syrie intégrale », art. cit., p. 266.

77. En février 1916. Peter Grupp, « Le parti colonial français pendant la première guerre mondiale », *Cahiers d'études africaines*, vol. 14, n° 54, 1974, p. 377-391, p. 385.

Syrie, prend contact avec François Georges Picot, consul général à Beyrouth et promoteur du projet de « Syrie intégrale ». Au début du mois de février 1916, une première réunion tenue à la Société de géographie de Paris réunit tous les ténors du « parti colonial ». On y trouve autant ceux qui s'intéressent à l'Afrique (Eugène Etienne, Auguste Terrier, Camille Fidel, Charles Alluaud...) que les spécialistes de l'Asie (Caix, Senart, E. de Margerie, Jules Harmand, Finot), mais aussi tous ceux qui viennent s'associer à la réflexion élargissant ainsi considérablement le réseau colonial. La Société de géographie (baron Hulot, Lallemand, Blondel), les industriels et commerçants (Charles Anthoine, Chailley, Schefer), les ingénieurs coloniaux (Rousseau), les Instituts coloniaux (Well), les chambres de commerce de Marseille ou de Lyon (Jean Lépine), les écoles d'Orient, tous vont, pendant plusieurs mois, réfléchir aux « questions géographiques en vue de la paix ». De toutes les réunions, les questions les plus traitées en nombre de commissions seront celles concernant l'Asie<sup>78</sup>. Cela tient en grande partie au dynamisme de DeFrance et Picot en Orient et de Robert de Caix à Paris. Ce dernier, jusque-là grand spécialiste de la Chine, se passionne désormais presque exclusivement pour le Levant. Incontestablement, pour lui, la guerre marque un tournant. Mais elle engendre aussi une mue du « parti colonial » car en fédérant ainsi les deux grands groupes des « Africains » et des « Asiatiques », les prises de position de Robert de Caix en font bientôt l'un des *leaders*, sinon le nouveau chef du « parti colonial » au moment où s'éclipse Eugène Etienne. On assiste donc à un glissement lent et progressif des intérêts des colonialistes de tout bord vers les réflexions concernant l'Asie.

La question du partage de l'Empire ottoman ne fait pas tellement discussion jusqu'en février 1915 car à cette date, tous sont convaincus que le système d'influence mis en place autrefois par les Capitulations<sup>79</sup> les avantage. Une mainmise juridique et financière semble plus intéressante qu'une occupation terrestre. Les Anglais, plus habitués à un système de gouvernement indirect, y souscrivent d'ailleurs plus largement que les Français et se font longtemps les champions de l'intégrité de l'Empire ottoman. De leur côté, les Français appuient longtemps le processus de décentralisation de l'empire permettant de consolider les intérêts français. Un « parti » ottoman puissant, incarné par Philippe Berthelot, Paul Cambon et Maurice Bompard, ambassadeur à Constantinople, résiste efficacement à Paris<sup>80</sup>. Jusqu'à l'entrée en guerre, les discours occidentaux prônent donc très largement le maintien de l'intégrité de l'Empire ottoman tout en exigeant des réformes. En obligeant les Alliés à se positionner à la fois sur les théâtres d'opérations et à définir, par effet de suite, les « buts de guerre » c'est-à-dire les revendications territoriales de la fin du conflit, la guerre aux Dardanelles détermine des recompositions importantes. La réclamation de la Russie le 1<sup>er</sup> mars 1915 en faveur de Constantinople et des détroits constitue le point de départ du dépouillement de l'Empire ottoman. Ce faisant, les discussions conduisent presque

78. *Idem*, p. 378.

79. Elles avaient été abolies par la Porte le 8 septembre 1914.

80. Vincent Cloarec, « L'Entente cordiale et la question syrienne, 1904-1918 », art. cit., p. 20.

immédiatement à une brouille entre les Français et les Britanniques. Au cours de l'année 1915, la question se résume à définir exactement ce qu'est la Syrie – question sur laquelle interviennent les Anglais, les Français mais aussi Hussein chérif de La Mecque – et par conséquent à élaborer des critères de fractionnement d'un territoire compatibles avec les principaux interlocuteurs. Au cours de ces discussions, tandis que les Anglais échafaudent un plan de partage sur la base de nouveaux concepts de levantinité et d'arabité<sup>81</sup> qu'Hussein a du mal à saisir, les Français développent le projet de « Syrie intégrale » pour contrer les ambitions anglaises en Méditerranée orientale et sur le littoral syrien. Du nord au sud, ils estiment qu'elle doit s'étendre des chaînes du Taurus au Sinaï et comprendre les cités d'Adana, d'Alexandrette, d'Alep, de Damas, de Jérusalem et de Beyrouth. Vaste d'une superficie de près de 350 000 km<sup>2</sup>, elle s'étend d'ouest en est de la côte syrienne à l'Euphrate. Ayant besoin de dissocier le sud de la Syrie de l'ensemble du territoire, les Anglais tout particulièrement, n'ont de cesse de définir les contours de la « Palestine ». Abandonnant les concepts proposés par Lawrence, ils pensent désormais les futurs contours de l'Orient sur la base de critères occidentaux en fouillant leurs humanités pour extraire des définitions politiques de « Syrie », de « Palestine », « d'Irak ». Ainsi, loin de clarifier la situation, la guerre des Dardanelles aura entraîné les Alliés dans un conflit très meurtrier, porteur de difficultés qui n'avaient pas été anticipées et mettant surtout à mal l'alliance entre les Français et les Anglais.

La confrontation des questions maritimes et militaires d'une part, leur mise en corrélation avec l'action des différents groupes de décideurs – Anglais et Français – d'autre part, montrent à l'évidence que les contours du monde arabe se dessinent pratiquement dès l'opération des Dardanelles, au cours du premier trimestre 1915, sous le coup des priorités à accorder à la guerre. Pour les Anglais, incontestablement, elles se situent d'abord dans une exigence de protection du canal de Suez, ce premier fil directeur permettant de saisir leur logique initiale. Si une analyse fine des oppositions entre Anglo-Égyptiens et Anglo-Indiens reste nécessaire, elle montre pourtant que la position d'un Kitchener ou d'un Churchill s'impose rapidement. Très vite, les Britanniques envisagent de revenir sur les accords maritimes de 1912 qui avaient été renouvelés en 1914. Ils ressentent par ailleurs le besoin de s'assurer un contrôle accru sur la façade littorale syrienne, hésitant longuement entre Alexandrette au nord et la Palestine au sud.

Les Français, déjà placés dans une position de seconds dans la guerre en Orient, voient là une offensive sérieuse de leurs alliés sur leur zone d'influence traditionnelle, à savoir tout le littoral syrien. Que l'intérêt britannique porte sur Alexandrette ou sur le sud de la Syrie ne fait pas de différence, car l'un ou l'autre sont perçus comme la marque de l'impérialisme britannique. Dès la fin de 1915, la définition de la Syrie proposée par l'Angleterre à la France sépare déjà la Palestine de l'ensemble des régions syriennes et propose une partie de l'intérieur du territoire au chérif de La Mecque en échange d'une révolte arabe à laquelle les

81. Dans la correspondance Hussein-McMahon de novembre 1915. Henry Laurens, *La question de Palestine, op. cit.*, p. 299.

Français croient très peu. Les appels britanniques à céder du terrain finissent par inquiéter d'abord les représentants officiels en Syrie puis les associations coloniales en France. Ces derniers choisissent de se fédérer et de constituer momentanément un groupe colonial immense, aux intérêts variés et parfois même contradictoires, afin de se donner les moyens d'influer de façon importante sur les membres du gouvernement quand ils ne sont pas acquis à leur cause. Pour le « parti colonial », la Grande Guerre en Méditerranée constitue le « tambour de résonance »<sup>82</sup> qui l'oblige à se transformer et à devenir plus « Asiatique » qu'« Africain ».

---

82. « La Méditerranée, tambour de résonance », *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, 1919, cité par André Nouschi, « Les bureaux, les hommes et la politique au Proche-Orient... », art. cit., p. 773.